

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone 517700 Cables: OAU, ADDIS ABABA

**DECLARATION DE MAPUTO
SUR LE PALUDISME, LE VIH/SIDA, LA TUBERCULOSE
ET AUTRES MALADIES INFECTIEUSES CONNEXES**

Nous, chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, réunis à Maputo (Mozambique), du 10 au 12 juillet 2003 à l'occasion de la deuxième session ordinaire de notre Conférence, avons consacré une session spéciale à l'examen de la situation actuelle de la pandémie du VIH/SIDA, de la tuberculose, du paludisme et autres maladies infectieuses connexes sur notre continent. Nous avons tenu une vidéo conférence avec des experts de la santé et avec des institutions internationales s'occupant de la prévention et de la lutte ces maladies, afin d'échanger des vues et de discuter, de façon approfondie, des mesures concrètes à prendre pour freiner la progression de ces maladies dans nos pays.

Nous restons profondément préoccupés par la propagation continue du VIH/SIDA, de la tuberculose, du paludisme et autres maladies infectieuses connexes en dépit des efforts consentis par les Etats membres pour mettre en œuvre les engagements que nous avons pris lors du Sommet d'Abuja d'avril 2000 «Faire reculer le paludisme » et du Sommet d'Abuja d'avril 2001 sur le VIH/SIDA, la tuberculose et autres maladies infectieuses connexes.

Nous saluons le rôle que joue l'Union africaine en collaboration avec l'ONUSIDA et les institutions co-parrainantes des Nations unies, la CEA et d'autres institutions internationales, dans la coordination et le suivi de l'application de ces Déclarations et Plans d'action. Nous demandons que ces efforts soient poursuivis et renforcés jusqu'à la maîtrise effective de ces fléaux.

Nous avons procédé à une analyse des progrès réalisés à ce jour en matière de prévention et de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme et autres maladies infectieuses connexes, qui sont les principales causes de morbidité et de mortalité et qui entravent le développement socio-économique de notre continent accentuant la pauvreté, désorganisant la structure familiale et le tissu social et plongeant dans le désespoir des millions de personnes. Nous enregistrons avec satisfaction les succès réalisés dans certaines de nos sous-régions dans la réduction de l'incidence du VIH. Nous notons que ces succès ont été rendus possibles grâce à l'engagement politique, à la mobilisation des ressources, à l'action sociale collective et à la prise de conscience de nos citoyens devant ces menaces. Nous lançons un appel pour que ces actions et mesures positives soient intensifiées dans tous nos Etats en vue de la réalisation de plus grands succès dans la lutte contre ces maladies.

Nous notons que la majorité des personnes infectées et affectées par le VIH/SIDA sur le continent sont les femmes, les enfants et les jeunes, en particulier les pauvres qui ont un accès limité aux soins et à un soutien efficaces. Ce qui illustre leur vulnérabilité en particulier dans les sociétés marquées par les inégalités entre hommes et femmes, et où la prise en charge des malades et des enfants orphelins du SIDA est assurée surtout par les femmes. A cet égard, nous reconnaissons la nécessité de redoubler d'efforts en accordant une attention particulière à la participation et à un accès accru des jeunes à l'information, aux connaissances et aptitudes pour la vie et aux services.

Nous reconnaissons également que l'inclusion du VIH/SIDA en tant que question transversale dans le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et la mise en place d'autres initiatives régionales, telles que AIDS Watch Africa (AWA), la Commission sur le VIH/SIDA, la Gouvernance en Afrique (CHGA) et les Objectifs de développement du millénaire, constituent des jalons importants dans la lutte contre le VIH/SIDA. Nous reconnaissons en outre les progrès réalisés dans certains de nos pays dans l'intégration du VIH/SIDA dans les cadres de

développement appropriés, tels que les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP). Nous demandons que ces efforts soient soutenus, renforcés et élargis à tous les pays.

Nous notons que de nombreux Etats membres ont mobilisé des ressources internes et pris des mesures courageuses pour relever les défis du VIH/SIDA et d'autres maladies. Nous notons également la contribution de la communauté internationale face aux efforts déployés dans la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme et autres maladies infectieuses connexes. La création du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme a donné un nouvel élan aux programmes et aux interventions que les Etats membres ont élaborés pour combattre ces maladies. Cependant, compte tenu de la gravité de l'impact de ces maladies qui sont déjà déclarées comme des situations d'urgence, nous notons qu'au bout d'une période relativement courte, le Fonds a consacré des fonds importants au financement de programmes concrets de lutte contre ces maladies en Afrique et que les décaissements sont déjà en cours. Toutefois, nous soulignons la nécessité de nouveaux financements substantiels sur une base durable (3 milliards de dollars américains avant la fin de 2004) au titre du Fonds de la part des pays donateurs. Avec ces nouveaux financements, les ressources mises à disposition pour la lutte contre ces maladies seront portées à un niveau plus réaliste par rapport à l'ampleur de ces épidémies.

Nous reconnaissons que les systèmes de santé de notre continent doivent être renforcés et dotés de moyens matériels et financiers adéquats pour être à même de fournir les soins et le traitement effectifs et de qualité des maladies et en particulier le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme et autres maladies infectieuses connexes compte tenu de leurs effets dévastateurs dans la société.

Nous réaffirmons notre engagement à réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés en matière de financement du secteur de la santé dans nos Etats et notre engagement à consacrer 15% du budget national à la santé. Nous réitérons notre volonté à mobiliser davantage de ressources internes pour cette lutte, en partenariat avec le secteur privé, la société civile et toutes les autres parties prenantes. Nous sommes convaincus que le renforcement des interventions en matière de prévention, de soins, de soutien et de traitement du VIH/SIDA, de la tuberculose, du paludisme et autres maladies infectieuses connexes contribuera grandement à la réduction de la morbidité et de la mortalité et à l'amélioration de la qualité de vie des personnes infectées et affectées par ces maladies.

Nous accueillons avec joie l'annonce par le Président Bush des Etats-Unis d'Amérique de fournir 15 milliards de dollars dans un délai de cinq ans pour la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique. Nous exprimons l'espoir que les Fonds seront rapidement débloqués pour permettre la réalisation des buts et objectifs visés. Nous lançons un appel à l'administration américaine pour qu'elle débloque 3 milliards de dollars en 2004, dont une partie sera allouée au Fonds.

Nous sommes conscients que la fourniture de soins, de traitement de qualité et le soutien aux malades du VIH/SIDA sont des aspects importants de la prévention et de la lutte et nécessitent une coordination et harmonisation des politiques, stratégies et programmes, pour une efficacité et une rentabilité optimales. Nous sommes convaincus que les soins, le traitement ainsi que le soutien aux malades du VIH/SIDA sont des aspects essentiels de la prévention et de la lutte et contribueront à éliminer les stigmas et la discrimination associés à cette maladie et partant à réduire de façon significative la propagation de la maladie et à prolonger la vie des personnes infectées et affectées.

Nous reconnaissons la nécessité urgente de réduire l'impact du VIH/SIDA sur la vie des orphelins en Afrique et à la satisfaction de leurs besoins de développement à long terme. A cet égard, des politiques appropriées, y compris des cadres juridiques et programmatiques ainsi que les services essentiels en faveur des enfants les plus vulnérables, doivent être adoptées et mises en œuvre à tous les niveaux. C'est dire que le défi à relever c'est d'assurer la survie des parents grâce à un traitement efficace et que la prévention doit constituer la première mesure indispensable.

DECLARONS SOLENNELLEMENT CE QUI SUIT :

1. **NOUS REAFFIRMONS** les engagements contenus dans la Déclaration et le Plan d'action d'Abuja sur l'Initiative «Faire reculer le Paludisme », et la Déclaration/ Plan d'action d'Abuja sur le VIH/SIDA, la Tuberculose et autres maladies infectieuses connexes et **REITERONS** notre engagement à intensifier et à consolider nos efforts en vue de leur mise en œuvre.
2. **NOUS INVITONS** instamment la communauté internationale à honorer ses engagements en décaissant les fonds nécessaires à la mise en œuvre intégrale des programmes de prévention, de soins, de soutien et de traitement du VIH/SIDA, de la tuberculose, du paludisme et autres maladies infectieuses connexes, en particulier dans le cadre du Fonds mondial, des programmes multinationaux de lutte contre le SIDA de la Banque mondiale, et d'autres initiatives, y compris la levée des conditionnalités liées à l'allègement de la dette et autres conditionnalités qui réduisent les dépenses du secteur de la santé.
3. **NOUS EXHORTONS EGALEMENT** le Fonds mondial et les pays bénéficiaires à coopérer dans la mise en place de mécanismes plus simples et plus rapides de décaissement de ces fonds additionnels importants en faveur des institutions africaines qui ont la capacité de les utiliser efficacement dans la lutte contre ces maladies. Nous exhortons, en outre, le Fonds mondial, l'ONUSIDA et les pays bénéficiaires à coopérer dans la réalisation de nos objectifs communs ;
4. **NOUS EXPRIMONS** notre détermination à veiller à ce que toutes les opportunités pour renforcer le traitement du VIH/SIDA soient mises à profit de façon énergique et créative, et à cet égard, à établir un partenariat divers et efficace avec la communauté internationale, la société civile, les hommes d'affaires et les personnes vivant avec le VIH/SIDA afin d'étendre les soins, le soutien et le traitement effectifs aux plus grand nombre, en particulier les femmes, les enfants orphelins du SIDA et autres groupes devenus vulnérables à cause du VIH/SIDA, conformément aux principes d'accès égal au traitement et d'équité entre les hommes et les femmes.
5. **NOUS NOUS ENGAGEONS** à promouvoir le partenariat avec le secteur privé et les institutions spécialisées compétentes des Nations unies, les sociétés pharmaceutiques et autres partenaires afin d'accroître la capacité locale et régionale de production et de distribution des médicaments génériques à des prix abordables pour le traitement du VIH/SIDA, de la tuberculose, du paludisme et autres maladies infectieuses connexes, maladies qui affectent le plus le développement socio-économique de l'Afrique.
6. **NOUS SOMMES DETERMINES** à poursuivre notre soutien à la mise en œuvre du Plan d'action pour la décennie de la médecine traditionnelle africaine (2000-2010) de l'Union africaine, en particulier la recherche dans le domaine du traitement du VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme.
7. **NOUS DEMANDONS** au Président de l'Union africaine, en coopération avec l'ONUSIDA et les agences co-parrainantes des Nations unies, la CEA et d'autres partenaires, de coordonner et d'intensifier les efforts entre les Etats membres, de veiller à la mise en œuvre de la présente Déclaration et d'en faire rapport aux sessions de notre Conférence.

« NOUS SOMMES CONVAINCUS QUE LE VIH/SIDA, LA TUBERCULOSE, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES INFECTIEUSES CONNEXES PEUVENT ET DOIVENT ETRE VAINCUS ET ILS SERONT VAINCUS ».